

Communiqué de presse**La liberté des médias sous la démocratie semble plus dangereuse que sous la dictature !**

Le 10 mai 2023, certaines plateformes d'information, y compris la presse écrite et la télévision, ont fait état de la détention de 16 musulmans dans deux villes, Bhopal et Hyderabad. Les allégations scandaleuses attaquaient le Hizb ut Tahrir en tant qu'organisation "terroriste" ayant l'intention de mener le "Jihad" contre l'Inde. Des références ont été faites à des sources "inconnues" provenant de différentes agences de renseignement (de l'État et de l'Union), y compris certaines agences "étrangères". La possession de livres et de documents imprimés du Hizb ut Tahrir par les personnes détenues a servi de base aux allégations. Depuis lors, différentes versions de ces allégations circulent en ligne, dont certaines établissent un lien entre les 16 musulmans arrêtés et une affaire en cours concernant des membres du Hizb ut Tahrir dans l'État du Tamil Nadu. Même d'éminentes plateformes d'information telles que India Today ou Economic Times of India n'ont pas pu respecter un simple code de conduite, qu'elles publient effrontément sur leurs sites web, et ont commodément suivi le "récit" qui leur était donné sans procéder à une vérification élémentaire des faits concernant le Hizb ut Tahrir ! S'ils l'avaient fait, ils auraient découvert que le Hizb ut Tahrir (Parti de la libération) est un parti politique qui œuvre au rétablissement du Khilafah (califat) - système de gouvernement islamique - sur la base de la méthode de la prophétie, dans le monde musulman, par le biais d'une lutte intellectuelle et politique, et qu'il n'adopte pas l'action armée, imitant ainsi l'exemple du Prophète (saw) et sa méthode d'établissement du premier État islamique.

Après l'effondrement de l'URSS, l'Amérique a forgé un nouvel ennemi imaginaire, le monde musulman, afin de maintenir son propre public du côté de ceux qui dirigent le gouvernement américain. Cela a donné lieu à des récits médiatiques mondiaux qui décrivent des actes criminels comme du "terrorisme islamique", alors que la plupart d'entre eux sont des opérations planifiées par l'Amérique et ses alliés. Depuis la guerre brutale contre l'Islam que l'Amérique mène unilatéralement depuis 2001, ces récits ont été exportés et adoptés par ses partenaires cupides et ses dirigeants fantoches. Ainsi, de la "plus grande démocratie" à la "plus vaste démocratie", il existe en Amérique et en Inde une abondance de médias complices qui cachent la vérité et propagent des mensonges, en particulier lorsqu'il s'agit d'informer sur les musulmans et l'islam.

Le désir de prestige sur le marché des médias, le complexe de plaire à ceux qui détiennent le pouvoir et la soif de récompenses de la part des riches sont autant de maux qui garantissent que le "bénéfice" devienne la norme d'action des personnalités des médias, au lieu des valeurs nobles et de la recherche de la vérité.

La liberté des médias est convoitée et défendue dans les démocraties comme l'une des principales institutions de contrôle des autres institutions au sein de l'État. Elle est considérée comme l'un des principaux critères permettant aux institutions occidentales de mesurer la "santé et le bien-être" des autres nations.

Que dire alors du fait que d'éminentes institutions médiatiques, en Inde - la plus vaste démocratie -, n'adhèrent pas au code de conduite publié sur leur propre site web ? Des codes

de conduite tels que la simple vérification des faits, l'équilibre par la présentation d'opinions contraires ou l'interdiction d'induire les gens en erreur ou de mentir.

Trop souvent, les médias utilisent des expressions telles que "source fiable" ou "source non divulguée" lorsqu'ils désignent des personnes du gouvernement comme source. Ces personnes peuvent rarement être tenues pour responsables devant la loi de la diffusion d'un mensonge dans la sphère publique.

Que penser d'un média qui prétend protéger la "liberté d'expression", alors qu'il bloque des courriers électroniques sans se soucier de connaître "l'autre point de vue" ?

Que dire des médias paralysés par la censure qui les empêche d'accéder aux sites web, du gouvernement qui tente de leur demander des comptes ?

Que penser du "Conseil de la presse de l'Inde", qui n'a pas réussi à inculquer à ses membres la valeur de "ne pas mentir", et qui a prescrit un code de conduite que les membres de son conseil ne cessent de rendre redondant !

Que dire d'un média, dans la plus vaste démocratie, qui n'a pas su rendre compte à son gouvernement qui assimile la possession de "livres et de tracts" à la possession d'"armes et de munitions", punissables en vertu des lois draconiennes de l'UAPA ?

Prôner le mensonge de manière à induire en erreur ou à dissimuler délibérément "la vérité", comme c'est le cas dans les démocraties, est plus dangereux que le silence sur "la vérité", comme c'est le cas dans les dictatures.

Comme on le sait, pour couvrir un mensonge, il faut en inventer d'autres. Par conséquent, dans les démocraties, et avec l'existence de la soi-disant multiplicité des institutions comme mécanisme supposé contrôler et empêcher le monopole des pouvoirs, il est devenu un devoir de fabriquer des mensonges suffisants pour que toutes ces institutions couvrent un seul mensonge, et c'est ce qui corrompt et induit le public en erreur.

L'islam accorde une grande valeur à celui qui rend des comptes au souverain pour la vérité. Le Messenger d'Allah (saw) a dit, « **سَيِّدُ الشُّهَدَاءِ حَمْرَةُ بْنُ عَبْدِ الْمُطَّلِبِ، وَرَجُلٌ قَامَ إِلَى إِمَامٍ جَائِرٍ فَأَمَرَهُ وَنَهَاهُ، فَفَتَنَهُ** » **“Le Maître des martyrs est Hamza ibn Abdul Muttalib et celui qui dit une parole de vérité à un dirigeant injuste et qui sera tué.”**

Ainsi, pour ceux qui sont chargés de transmettre les nouvelles au public et qui ont encore à cœur de dire "la vérité", il suffit de faire une simple requête sur l'une des plateformes d'information Internet telles que ChatGPT, Wikipedia, Google, etc. et vous obtiendrez une explication primaire sur le Hizb ut Tahrir qui devrait effacer tous les mensonges qui ont été fabriqués.

Quant aux médias qui ont honteusement décidé d'oublier leur mission de transmettre "la vérité", nous leur rappelons l'engagement qu'ils ont pris envers la profession en utilisant les mots du Prophète Mohammad (saw), « **أَلَا أُخْبِرُكُمْ بِأَكْبَرِ الْكِبَائِرِ؟** » **“Ne devrais-je pas vous informer du plus grand des péchés majeurs ?”** Ils dirent : "Certainement, ô Messenger d'Allah". Il dit, « **الإِشْرَاكُ بِاللَّهِ وَعُقُوقُ الْوَالِدَيْنِ** » **“Associer des partenaires à Allah, désobéir aux parents.”** Comme il était couché, il se redressa et dit, « **أَلَا وَقَوْلُ الزُّوْرِ** » **“ainsi que les fausses paroles et les faux témoignages.”** et il l'a répété jusqu'à ce qu'il se taise.

Ing. Salah Eddine Adada
Directeur du Bureau central des medias
du Hizb ut Tahrir



Tel\Fax. : 009611307594 Mobile: 0096171724043

E-mail: media@hizb-ut-tahrir.info

Site Officiel du Hizb ut Tahrir:

www.hizb-ut-tahrir.org

Site Web du Bureau Central des Médias du Hizb ut Tahrir :

www.hizb-ut-tahrir.info